

## Des temps d'occupations et de sorties de guerre

Luis Angel Bernardo y  
Garcia & Benoît Majerus

La Convention de la Haye de juillet 1899 est composée de quatre sections dont la troisième, intitulée « De l'autorité militaire sur le territoire de l'État ennemi », est consacrée à la question de l'occupation. Dans 15 articles, elle circonscrit les droits, mais surtout les limitations que l'occupant doit respecter et livre une définition apparemment simple: « Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie ». À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'occupation n'est donc pas seulement une réalité vécue mais une situation imaginée et déjà codifiée, même si cette première Convention de la Haye reste davantage silencieuse sur les droits des occupés.

Mais la simplicité apparente de la définition de l'occupation, dans ce texte juridique, ne doit pas faire oublier l'hétérogénéité des expériences et les frontières mouvantes de celles-ci. En Europe de l'Ouest, les représentations de l'occupation ont longtemps été dominées par l'expérience de la

Seconde Guerre mondiale. Depuis une vingtaine d'années, la recherche a re-historicisé la notion en se libérant du carcan mémoriel du second conflit mondial<sup>1</sup> et en s'intéressant aux généalogies du phénomène à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle<sup>2</sup>. Elle a étudié les dominations coloniales ou d'autres laboratoires d'occupation au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, que ce soit au cours de la Première Guerre mondiale<sup>3</sup> ou lors des nombreuses occupations de l'entre-deux-guerres. D'intensités variables et avec des temporalités propres, l'occupation des territoires rhénans (1918-1930), celle de la Ruhr (1923-1924), le mandat de la Société des Nations sur le Territoire de la Sarre (1920-1935) et celui du Territoire de Memel au nord de la Prusse orientale, l'occupation du Schleswig-Holstein (1919-20) ou de la Haute-Silésie (1920-1922) rejouent souvent par ses pratiques et imaginaires les tensions (inversées) des années 1914-1918<sup>4</sup>.

En outre, la récente historiographie autour des phénomènes de sorties de guerre<sup>5</sup> – ou plus précisément de sorties d'occupation<sup>6</sup> – au cours des deux conflits mondiaux dépasse le carcan des libérations ou des armistices pour embrasser une période plus large et aux limites variables<sup>7</sup> mais inscrivant résolument les temps de guerre sur la longue durée<sup>8</sup> et

1. NICOLAS BEAUPRÉ, ANNE DUMÉNIL, BENOÎT MAJERUS (dir.), « Une histoire croisée des occupations (1914-1948) », in *Histoire et sociétés, Revue européenne d'histoire sociale*, n° 17, 2006; GÜNTHER KRONENBITTER (dir.), *Besatzung: Funktion und Gestalt militärischer Fremdherrschaft von der Antike bis zum 20. Jahrhundert*, Paderborn, 2006.

2. JEAN-FRANÇOIS CHANET, *Les ressources des faibles: neutralités, sauvegardes, accommodements en temps de guerre (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, 2010.

3. SOPHIE DE SCHAEPRIJVER, « Military Occupation, Political Imaginations, and the First World War », in *First World War Studies*, vol. 4, n° 1, 2014, p. 1-5.

4. NICOLAS BEAUPRÉ, « Die Besetzung Deutschlands nach 1918 », in THOMAS KOLNBERGER, BENOÎT MAJERUS et CHRISTIAN M. ORTNER (dir.), *Krieg in der industrialisierten Welt*, Vienne, 2017, p. 331-346.

5. BRUNO CABANES, GUILLAUME PIKETTY, « Sortir de la guerre: jalon pour une histoire en chantier », in *Histoire@Politique. Politique, culture et société*, n° 3, novembre-décembre 2007. <https://www.caim.info/revue-histoire-politique-2007-3-page-1.htm>. Consulté le 17 mars 2019. ANNE-CÉLIA FEUTRIE, « Penser les 'sorties de guerre': approche comparatiste des après-guerres », in *Acta Fabula*, vol. 16, n° 5, mai-juin-juillet 2015. <http://www.fabula.org/acta/document9298.php#>. JACQUES FRÉMEAUX, MICHÈLE BATESTI (dir.), *Sortir de la guerre*, Paris, 2014.

6. LAURENCE VAN YPERSELE, « Sortir de la guerre, sortir de l'occupation. Les violences populaires en Belgique au lendemain de la première guerre mondiale », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 83, 2004/3, p. 65-74. Dans le cas des pays occupés, la notion de « sortie de guerre » implique trois périodes successives d'occupation, de libération et d'immédiat après-guerre. Elle marque une transition vers le temps de paix plus « dynamique » que la notion d'« après-guerre ».

7. COSIMA FLATTEAU, « Les sorties de guerre. Une introduction », in *Les Cahiers Sirice*, n° 17, 3, 2016, p. 5-14. ROGER CHICKERING, STIG FORSTER (éd.), *The Shadows of Total War. Europe, East Asia and the United States, 1919-1939*, Washington, Cambridge, New York, 2003.

8. À partir des années 1980, la définition chronologique de la Seconde Guerre mondiale s'est élargie en remontant aux années 1930 et en se prolongeant aux années 1950: RUDI VAN DOORSLAER, JULES VERHELST, « Continuïteit of discontinuïteit in de geschiedenis. België in de Tweede Wereldoorlog », in *BMGN – Low Countries Historical Review*, 102(4), 1987, p. 610-623.

ce, dans une approche transnationale (globale)<sup>9</sup> et pluridisciplinaire<sup>10</sup>. Dans le cas des pays d'Europe occidentale ou orientale libérés<sup>11</sup>, en dépit de leurs complexités, spécificités et singularités, la « lente déprise de la guerre »<sup>12</sup> est marquée par des phénomènes similaires de violences – y compris des tueries de masse<sup>13</sup> – d'occupations militaires, de répressions étatiques de ceux qui ont collaboré avec l'ennemi, de retour des « personnes déplacées », de déplacements forcés et massifs de populations<sup>14</sup>, de recompositions territoriales, de crise mondiale des approvisionnements, de reconstructions économiques, politiques et sociales, d'impositions aux puissances vaincues d'indemnités de guerre, de « démobilisation culturelle »<sup>15</sup>, d'enjeux mémoriels<sup>16</sup>, de jurisprudence internationale des crimes de guerre<sup>17</sup> ou encore de création d'organisations supranationales tentant de pacifier durablement les relations internationales<sup>18</sup>.

### Le cas belge

Dans le cadre de ce renouveau historiographique sur les temps d'occupation et de sorties de guerre, le cas de la Belgique a bénéficié d'un intérêt prononcé du fait de sa singularité. Aux côtés du Grand-Duché de Luxembourg, le pays fut le seul à connaître en Europe occidentale deux occupations. L'impact sur la société belge de ces deux périodes peut être appréhendé entre autres à

travers la pénurie alimentaire que le pays aura subi pendant neuf années cumulées sur 30 ans<sup>19</sup>. La Belgique apparaît comme un microcosme pour des expériences structurantes de l'histoire de l'Europe au XX<sup>ème</sup> siècle: relation occupés-occupants, violence contre des civils, inversion des asymétries de pouvoir (Belgique occupée entre 1914 et 1918, Belgique comme force d'occupation entre 1918 et 1923...). Les deux auteurs de cet article se sont essayés à un essai de comparaison diachronique, un exercice qui reste, d'une manière générale, peu pratiqué par les historiographies belges et internationales par rapport à la comparaison synchronique. Ces deux recherches peuvent contribuer à nourrir une première réflexion sur les apports d'une approche diachronique comparatiste des deux guerres mondiales.

Le premier s'est intéressé aux pratiques des policiers de Bruxelles entre 1914-18 et 1940-1945<sup>20</sup>. Pour l'occupant, le maintien de l'ordre est une des priorités qu'il est néanmoins incapable d'assurer sans la coopération des institutions belges. La police bruxelloise qui occupe une place centrale dans une Belgique où l'autonomie communale reste très forte va donc continuer à fonctionner pendant les deux occupations. Cette coopération avec l'occupant qui, en ce qui concerne la Seconde Guerre mondiale, a attiré très tôt l'attention des his-

9. JAY WINTER, « Historiography 1918-Today », dans *1914-1918 Online. International Encyclopedia of the First World War*. [https://encyclopedia.1914-1918-online.net/article/historiography\\_1918-today](https://encyclopedia.1914-1918-online.net/article/historiography_1918-today). Consulté le 17 mars 2019.

10. CAROLINE DOUKI, PHILIPPE MINARD, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? Introduction », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54-4bis, 5, 2007, p. 7-21.

11. KEITH LOWE, *Savage Continent : Europe in the Aftermath of World War II*, s.l., 2012. ROBERT GERWARTH, *The Vanquished. Why the First World War Failed to End*, New York, 2016.

12. BRUNO CABANES, GUILLAUME PIKETTY, *Sortir de la guerre*, p. 3 et ss.

13. LIDIA MILIAKOVA, NICOLAS WERTH, *Le livre des pogroms. Antichambre d'un génocide. Ukraine, Russie, Biélorussie, 1917-1922*, Paris, 2010.

14. MATTHEW FRANK, JESSICA REINISCH (éd.), *Refugees in Europe 1919-1959 : a forty years' crisis ?*, Londres, Oxford, New York, Delhi, Sidney, 2017.

15. JOHN HORNE, « Démobilisation culturelle après la Grande Guerre », in *14-18, Aujourd'hui, Today, Heute*, Paris, mai 2002.

16. BRUNO CABANES, GUILLAUME PIKETTY, *Sortir de la guerre*, p. 4 et 5.

17. JEAN-MARC BERLIÈRE, JONAS CAMPION, LUIGI LACCHÉ et XAVIER ROUSSEAU (dir.), *Justices militaires et guerres mondiales (Europe 1914-1950)*, Louvain-la-Neuve, 2013 ; JÜRGEN MATTHÄUS et PATRICIA HEBERER (dir.), *Atrocities on trial, historical perspectives on the politics of prosecuting war crimes*, Washington D.C., 2008.

18. MARK MAZOWER, *No Enchanted Palace. The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations*, Oxford, 2008 ; ADAM J. TOOZE, *The Deluge. The Great War and the Remaking of the Global Order, 1916-1931*, Londres, 2014.

19. En effet, entre 1914 et 1948, le pays expérimente neuf années de sous-alimentation sévère sous une occupation étrangère et à sa libération et près de sept « années maigres » d'après-guerre.

20. BENOÎT MAJERUS, *Occupations et logiques policières. La police bruxelloise en 1914-1918 et 1940-1945*, Bruxelles, 2007.

toriens dans un regard presque judiciaire, s'avère être très marquée par des logiques policières du temps de paix une fois que la focale n'est pas limitée à des événements extraordinaires (rafles des juifs, intervention en tant que police politique...) mais s'intéresse aussi au travail quotidien des policiers dans toute sa diversité.

Le second auteur a questionné la politique alimentaire<sup>21</sup> de la Belgique au cours de la seconde sortie de guerre (1944-1948) en l'opposant aux pays limitrophes, en l'inscrivant sur la longue durée et au sein d'un espace économique mondial exceptionnellement régulé. Son champ d'investigation s'est étendu aux deux occupations (1914-1918 & 1940-1944), à la première sortie de guerre (1918-1921) ainsi qu'à la Drôle de Guerre (1939-1940)<sup>22</sup>. En effet, la crise alimentaire de la seconde sortie de guerre ne peut être appréhendée sans convoquer les quatre crises alimentaires précédentes dont tous les acteurs en présence<sup>23</sup> ont su tirer des enseignements. La fourmière belge dépendant de façon existentielle de l'étranger pour sa nourriture, ces cinq crises alimentaires sont avant tout des crises des approvisionnements extérieurs.

### Une comparaison diachronique

Au-delà des résultats propres aux enjeux historiographiques des thématiques choisies respectivement par les deux auteurs, la comparaison diachronique pour les temps de guerre et de sortie de guerre – voire d'entrée en guerre<sup>24</sup> – nous semble intéressante pour trois raisons. Tout d'abord,

comme dans le cas de la comparaison synchrone, l'exercice permet un double ébranlement des interprétations des temps successifs de guerre et de sortie de guerre. Un souhait déjà exprimé par Annette Becker et Henry Rousso en 2002. Pour eux, il s'agissait de remettre « en question [d]es notions de 'singularité radicale' ou d'événement 'matriciel' ou 'fondateur' appliquées à la Seconde Guerre mondiale, au moins le temps d'une comparaison »<sup>25</sup>. Il s'agissait de réinscrire l'historiographie de la Deuxième Guerre mondiale dans une histoire plus longue des violences guerrières (Première Guerre mondiale, guerres coloniales). Mais on peut néanmoins s'interroger si vingt années plus tard et malgré une production historiographique conséquente sur la Première Guerre mondiale, il y a eu ébranlement de cette singularité.

Ensuite, il y a incontestablement, en sens inverse, un enrichissement mutuel mais les apports respectifs ont été différents<sup>26</sup>. En effet, la récente historiographie des occupations de la Première Guerre mondiale s'est sans aucun doute fortement enrichie de champs d'investigation lancés rapidement par l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale mais les apports de l'historiographie de la Grande Guerre ont été d'abord conceptuels à telle enseigne que Pieter Lagrou reconnaissait en 2015 que les historiens de la Seconde Guerre mondiale nourrissaient une certaine jalousie à l'encontre des approches novatrices de leurs confrères de la Première Guerre mondiale qui ont

21. La « politique alimentaire » en temps de pénurie constitue l'ensemble des compétences exercées par la puissance publique. Elle repose sur deux piliers indissociables à savoir, la politique des prix et salaires et le ravitaillement général du pays proprement dit. Le premier pilier a pour objectif de contenir l'inflation des prix de détail et une pression conséquente à la hausse des salaires. Le second doit assurer une répartition équitable des ressources disponibles.

22. LUIS ANGEL BERNARDO Y GARCIA, *Le Ventre des Belges. Une histoire alimentaire des temps d'occupation et de sortie de guerre (1914-1921 & 1939-1938)*, (Studies in Belgian History 4), Bruxelles, 2017.

23. Puissance occupante et puissances alliées tutélaires, gouvernement en exil, élites dirigeantes, monde agricole, monde ouvrier, commerce, etc.

24. JEAN-JACQUES BECKER, « Entrées en guerre », in *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, 2004, p. 193-220. CATHERINE HOREL, ROBERT FRANK (éd.), *Entrer en guerre, 1914-1918 : des Balkans au monde*, Berne, 2018.

25. ANNETTE BECKER, HENRY ROUSSO, « D'une guerre à l'autre », in STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU, ANNETTE BECKER, CHRISTIAN INGRAO ET HENRY ROUSSO (dir.), *La Violence de guerre 1914-1945*, Paris, 2002, p. 11-25.

26. DICK VAN GALEN LAST, « Historiographie de la Seconde Guerre mondiale », in *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 1, 2007. <https://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-16-numero-1/historiographie-de-la-seconde-guerre-mondiale/> Consulté le 23 avril 2019.

su placer notamment la « violence de guerre » au centre de leurs réflexions et analyses<sup>27</sup>.

Le couple antinomique « résistance/collaboration » n'est certes pas une ligne structurante des expériences, récits et mémoires de la Grande Guerre, mais issu de la Seconde Guerre mondiale, il a néanmoins trouvé aujourd'hui sa place dans l'analyse des occupations de la Première Guerre mondiale et notamment en ce qui concerne la Belgique et le Nord de la France où la nationalisation de la population avait été particulièrement poussée depuis la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>28</sup>. De même dans le cas des sorties de guerre du second conflit mondial, les questionnements autour des répressions des collaborations avec l'ennemi – qui ont été abondamment étudiées – peuvent nourrir à leur tour les travaux sur les sorties d'occupation du premier conflit mondial<sup>29</sup>.

En retour, la Grande Guerre et les phénomènes de « brutalisation » conceptualisés par George Mosse<sup>30</sup> et de « cultures de guerre » ou encore le parallélisme « consentement/contrainte » développés par l'Historial de Péronne dans le cas des soldats du front peuvent être étendus non seulement aux sociétés de l'arrière ou à celles de l'occupation mais peuvent être aussi appliqués aux secondes

occupations et sorties de guerre, tout comme d'ailleurs l'économie morale populaire conceptualisée par Edward P. Thompson pour l'Ancien Régime<sup>31</sup> et convoqué par John Horne dans le cas des politiques alimentaires mises en œuvre par les belligérants au cours de la Première Guerre mondiale<sup>32</sup>.

Finalement, à l'intérieur de l'histoire comparatiste synchronique<sup>33</sup>, l'histoire des transferts et l'histoire croisée se sont établis comme des approches méthodologiques particulièrement stimulantes<sup>34</sup>. Appliquée dans une approche diachronique et connectée, c'est sans aucun doute la piste qui s'est avérée la plus enrichissante. Aussi bien parmi les occupés que parmi les occupants, le souvenir de la Grande Guerre est entretenu pendant l'entre-deux-guerres. Lorsque ceux-ci se retrouvent 22 années plus tard dans des situations similaires, ces expériences servent à déterminer et justifier les réactions face à cette « répétition » de l'histoire. Relevé depuis longtemps par l'historiographie belge<sup>35</sup>, il s'agit d'apporter une attention particulière à ces phénomènes fondamentaux d'apprentissage voire de répétition. En effet, pour les occupants et les occupés, cette expérience est capitale<sup>36</sup> et son enseignement s'exprimera d'une part, dans la préparation des temps nouveaux d'entrée en guerre, d'invasion, d'occupation et de sortie de guerre et,

27. « Cette nouvelle approche a permis un véritable renouveau de l'historiographie de la guerre, en créant des ouvertures vers l'histoire sociale et culturelle, et surtout en ouvrant des perspectives d'une véritable historiographie européenne et comparative ». PIETER LAGROU, « Les guerres, les morts et le deuil : bilan chiffré de la Seconde Guerre mondiale », in JEAN-MARC ROHRBASSER et MARTINE ROUSSO-ROSSMAN (éd.), *1939-1945. Une démographie dans la tourmente*, Paris, 2015, p. 67.

28. EMMANUEL DEBRUYNE, JULIEN ELISE, JAMES CONNOLLY, MATTHIAS MEIRLAEN, *En territoire ennemi. Expérience d'occupation, transferts, héritages (1914-1949)*, Villeneuve d'Ascq, 2018.

29. LAURENCE VAN YPERSELE, *La Patrie crie vengeance ! La répression des « inciviques » belges au sortir de la guerre 1914-1918*, Bruxelles, 2008.

30. GEORGE MOSSE, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, 1999.

31. MARC BÉLISSA, « E. P. Thompson (1924-1993) », dans *Annales historiques de la Révolution française*, n° 302, 1995, p. 642.

32. JOHN HORNE, « État, sociétés et « économie morale » : l'approvisionnement des civils pendant la guerre 1914-1918. Introduction. Nouvelles pistes de l'histoire urbaine en 1914-1918 », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 183, octobre 1996, p. 3-10.

33. ANNETTE BECKER, STÉPHANE AUDOUIN-ROUSSEAU, *Guerres et cultures : vers une histoire comparée de la Première Guerre mondiale*, Paris, 1994.

34. MICHAEL WERNER, BÉNÉDICTE ZIMMERMANN, « Beyond Comparison : Histoire Croisée and the Challenge of Reflexivity », in *History and Theory*, vol. 45, n° 1, 2006, p. 30-50.

35. e.a. J. GÉRARD-LIBOIS, J. GOTOVITCH, *L'an 40, la Belgique occupée*, Bruxelles, 1971.

36. LUIS ANGEL BERNARDO Y GARCIA, « Aspects singuliers de la politique alimentaire de la Belgique en temps de guerre et de sortie de guerre (1914-1921 et 1939-1948) », in *Artefact. Techniques, histoire et sciences humaines. Techniques, stratégies et alimentation pour temps de guerre*, n° 9, 2019, p. 15-34.

d'autre part, dans les politiques exécutées<sup>37</sup> des deux côtés notamment en matière alimentaire, de maintien de l'ordre, de pacification sociale, de politique de travail ou de production.

De fait, la comparaison/confrontation avec les premières occupation et sortie de guerre permet d'historiciser d'avantage certaines pratiques des secondes occupation et sortie de guerre qui ont été jusque là singularisées.

La politique alimentaire qui supporte la reconstruction économique au cours des deux sorties de guerre se répète avec les mêmes enjeux, les mêmes recettes – à l'exception de la politique monétaire – et les mêmes protagonistes. Une alliance objective – ponctuelle en 1918-1921 et institutionnelle à partir de 1944 – se noue entre le Capital et le Travail au nom de la restauration des forces de travail, de la reconstruction du pays et du maintien de l'ordre politique, économique et social établi. S'appuyant sur une puissance publique faible mais prodigue, le monde des affaires sait donner la preuve d'une remarquable capacité d'adaptation et de réaction face aux menaces révolutionnaire au cours de la première libération puis communiste au cours de la seconde ou à celle d'une radicalisation syndicale des forces de travail au cours des deux immédiats après-guerres. Les principaux objectifs assignés en temps de crise alimentaire par les élites dirigeantes belges – dont fait partie intégrante le cadre socialiste depuis 1918 – seront effectivement remplis.

Au cours des deux occupations, la population échappe à la famine en dépit du blocus britannique et des prédatons allemandes massives nourries par un marché noir florissant. Les secours alimentaires apportés par les élites financières et industrielles apportent le « ciment patriotique » de la solidarité avec le monde ouvrier confronté à de sévères privations. Ils constituent aussi pour l'occupant et l'*Establishment* un précieux instrument de maintien de l'ordre en contenant les inégalités et en évitant l'éruption de la faim. La pacification sociale est orchestrée au cours des deux sorties de guerre par les gouvernements successifs avec l'appui du cadre dirigeant syndical réformiste qui est monté en puissance au cours des deux libérations. Les forces de travail restaurées maigrement participent finalement sans trop de remous à la reconstruction économique du pays au prix d'une coûteuse politique alimentaire aux côtés de réformes politique, sociales et fiscales.

Ces réformes ne remettent pas en question l'ordre établi. Elles assurent voire renforcent la position du cadre socialiste réformiste au sein du monde ouvrier. De fait, le régime démocratique capitaliste et l'*Establishment* sortent renforcés à deux reprises des épreuves de guerre empêchant toute remise en question au cours de la seconde sortie de guerre – *a contrario* des pays limitrophes – du régime institutionnel ainsi que du modèle libre-échangiste reposant sur un appareil industriel vétuste et un franc fort.

*Luis Angel Bernardo y Garcia est docteur en histoire de l'Université libre de Bruxelles et chef de travaux aux Archives générales du Royaume. Il coordonne le transfert des « archives africaines ». Il a focalisé ses inventaires et recherches sur la Seconde Guerre mondiale, y compris l'exil du gouvernement belge à Londres, et sur le second immédiat après-guerre, notamment les aspects économique, alimentaire et militaire. Il a publié Le Ventre des Belges. Une histoire alimentaire des temps d'occupation et de sortie de guerre (1914-1921 et 1939-1948), Bruxelles, 2017.*

*Benoît Majerus est enseignant-chercheur à l'Université du Luxembourg. Depuis dix ans il travaille essentiellement sur l'histoire de la psychiatrie aux 19e et 20e siècles. Il a récemment publié La folie à Paris, Parigramme, 2018.*

**37.** BENOÎT MAJERUS, « Von Falkenhausen zu Falkenhausen. Die deutsche Verwaltung Belgiens in den zwei Weltkriegen », in GÜNTHER KRONENBITTER, MARKUS PÖHLMANN et DIERK WALTER (dir.), *Besatzung. Funktion und Gestalt militärischer Fremdherrschaft von der Antike bis zum 20. Jahrhundert*, Paderborn, Schöningh, 2006, p. 131-145.